

JEAN-BAPTISTE FORRAY

# LES BARONS

Ces élus locaux  
qui osent tout !

Flammarion  
ENQUÊTE

# LES BARONS

Flammarion  
ENQUÊTE

**Parmi les 550000 élus locaux qui, dans l'ombre, retissent le lien social, une poignée d'irréductibles défraie la chronique.**

Presse aux ordres, majorité le doigt sur la couture du pantalon et droits de l'opposition réduits à peau de chagrin : chez ces barons, décentralisation rime rarement avec démocratisation. Issus de dynasties d'élus ou accros au cumul des mandats, ces nouveaux féodaux exercent un pouvoir sans partage.

Ce livre brosse le portrait des plus emblématiques d'entre eux, tels Jean-Michel Baylet et Christian Poncelet ; des plus sulfureux aussi, à l'instar de Jean-Noël Guérini ; des plus rocambolesques, enfin, comme le fondateur de « la principauté virtuelle de Stalheim », feu Jean Kiffer. Tract auto-diffamatoire ou aveux incontrôlés sur l'existence d'un compte à l'étranger : certains de ces olibrius collectionnent les sorties de route.

La comédie du pouvoir en version locale, tel est le fil rouge de cette enquête enlevée, riche en révélations étonnantes.

*Adeptes du petit théâtre politique et fin connaisseur du monde des élus locaux, Jean-Baptiste Forray est journaliste depuis 2001. Il écrit pour la presse spécialisée.*

Prix France : 19 €  
ISBN : 978-2-0813-1081-0



9 782081 310810

À Jean-Nicolas Baylet, les activités de presse, et à son demi-frère Jean-Benoît les mandats ? Chez les Baylet, les garçons ont jusqu'ici toujours eu la priorité.

Mais à soixante-sept ans, le père n'entend pas passer la main tout de suite. Plus tard la partition de l'empire se fera, mieux pour lui cela vaudra.

## Chapitre 4

### Dallas chez les Ceccaldi

Au lendemain des aveux de Jérôme Cahuzac, l'échange vaut son pesant d'or. Dans la vertigineuse salle du conseil municipal de Puteaux, l'opposant-blogueur Christophe Grébert (Modem) apostrophe madame le maire :

- Vous aviez bien un compte au Luxembourg ?
- C'est faux ! s'égosille Joëlle Ceccaldi-Raynaud (UMP).
- Un compte sur lequel il y avait bien 4 millions d'euros ? insiste le quadra à la fine barbe poivre et sel.
- C'était pas 4 millions, lâche-t-elle.

Jolie gaffe ou sacré couac, cette scène d'anthologie vient enrichir le répertoire politique local, à mi-chemin entre le vaudeville et la tragédie grecque. Derrière les deux protagonistes du 3 avril 2013, se profile l'ombre, immense, d'un petit corse furibond au profil d'aigle : Charles Ceccaldi-Raynaud, quatre-vingt-huit ans. C'est lui, le géniteur et le prédécesseur de Joëlle Ceccaldi-Raynaud, qui est à l'origine des soupçons de comptes à l'étranger.

L'ancien maire de Puteaux, trente-cinq ans durant<sup>1</sup>, a tout bonnement juré d'avoir la peau de la chair de sa chair. Mais Joëlle Ceccaldi-Raynaud, sexagénaire de poche, dont

1. Entre 1969 et 2004.



la frange et les robes bouffantes rappellent Chantal Goya, n'entend pas se laisser abattre.

### *Une commune qui roule sur l'or*

Bienvenue au royaume des Ceccaldi, dont les coups fourrés et les frasques font les délices des Hauts-de-Seine. Un pays béni des dieux étatiques, où l'argent public coule à flot.

La paisible localité accueille, sur son territoire, les deux tiers du plus grand quartier d'affaire d'Europe, La Défense. Son potentiel fiscal par habitant fait d'elle l'une des communes les plus riches de France. Grâce aux royalties dégagées sur le Manhattan français, le budget de la voisine de Neuilly-sur-Seine flirte avec les cimes (277 millions d'euros). Il est près de trois fois plus élevé que celui de Tarbes à la population pourtant équivalente (45 000 habitants).

Autant dire que la ville, située dans l'ancienne circonscription législative de Nicolas Sarkozy, attise les convoitises. Dans les années 1980, Brice Hortefeux se serait bien vu calife à la place du calife. Le lieutenant du député-maire RPR de Neuilly avait déjà mis un pied dans la place. Charles Ceccaldi-Raynaud l'avait fait entrer au conseil municipal en 1983. Mais dès que le jeune loup a laissé traîner une dent sur le parquet lustré, le maire l'a renvoyé de l'autre côté de la Seine.

Le roi Charles chauffait la place pour son fils. Au début des années 1990, Louis Ceccaldi-Raynaud a trouvé la mort en réparant un engin agricole dans la propriété familiale de Sainte-Lucie de Porto-Vecchio en Corse du Sud. Il avait trois enfants, dont l'un encore bébé. Paysan dans l'âme, le fils n'avait pas hérité de la fibre politique.

Le roi Charles ne s'est jamais remis de cette tragédie, à laquelle a succédé la perte de son épouse adorée qui, seule, parvenait à canaliser ses poussées de fièvre. Ce grand macho devant l'éternel a dû se rabattre sur sa fille. Il lui a mis le pied à l'étrier au conseil municipal et au conseil général, puis, une fois devenu sénateur, lui a transmis la suppléance du député Sarkozy. Après une hospitalisation, le patriarche a passé la main en 2004. À mi-mandat, il a hissé Joëlle sur le fauteuil de maire.

### *Compte au Luxembourg*

Charles, qui garde alors dans sa manche la présidence de l'Office HLM, croit pouvoir continuer à tirer les ficelles... Il en est pour ses frais. Au bout d'à peine quelques mois, le père entre en guerre ouverte contre la fille, transformant le conseil municipal en représentation des Atrides. Son blog<sup>1</sup> se fait le réceptacle d'une haine sans limite. Petit florilège :

« Elle ne ment que depuis qu'elle parle. »

« Ne pas avoir de diplômes à cause de troubles de la personnalité, on l'admet. Qu'on s'attribue par une cascade de mensonges des titres qu'on ne possède pas, c'est indigne d'un maire. »

« Une fille qui dénigre son père auquel elle doit tout est indigne d'administrer les autres. »

Charles Ceccaldi-Raynaud pousse le vice jusqu'à se présenter contre « l'usurpatrice » aux municipales de 2008. Durant toute la campagne, il déverse des tombereaux d'acide sur son enfant. Faute de retrouver son sceptre, le

1. puteauxpour tous.blogspot.com



roi déchu doit, en principe, grâce à ses 8 % au second tour, conserver un siège au conseil municipal.

C'est omettre la règle qui interdit à plus de deux membres de la même famille de siéger dans une même assemblée locale. Or, madame le maire a fait élire en 2008 sur la liste victorieuse son fils de vingt-neuf ans, Vincent Franchi. Il y a un Ceccaldi de trop à Puteaux ! Le moins bien élu, Charles, doit faire place nette.

Indésirable dans le grandiose hôtel de ville, Charles Ceccaldi-Raynaud peut toujours compter sur les bureaux des juges pour écumer sa rage. Soupçonné d'avoir touché une commission de 5 millions de francs (762 000 euros) lors du renouvellement, en 2001, du méga-marché de chauffage urbain de La Défense (2,7 millions de m<sup>2</sup> et 9 000 logements), le patriarche proteste de son innocence. Pour mieux accuser sa fille d'en avoir croqué.

Le papa poule, selon *Le Canard enchaîné* du 19 octobre 2011<sup>1</sup>, cite le nom de la banque où elle aurait mis de l'argent au frais... Le juge d'instruction Richard Pallain, d'après le journal, retrouve trace d'un compte ouvert en 1996 au Luxembourg, au nom de Joëlle Ceccaldi-Raynaud, « conseiller général de la mairie de Puteaux et vice-président du conseil général des Hauts-de-Seine ».

« L'expert a chiffré à plus de 4 millions d'euros le total des avoirs présents début 2005 sur les comptes ouverts à la banque privée Edmond de Rothschild. Depuis, le pognon s'est fait la belle. On ne sait où... », s'étonne *Le Canard enchaîné*.

1. « L'ex-suppléante de Sarko planquait son magot dans des paradis fiscaux », *Le Canard enchaîné*, 19 octobre 2011.

Les Bettencourt de Puteaux

Les Putéoliens n'auront guère le loisir de lire cet article. Quelque six cents exemplaires du *Canard enchaîné* s'envoient dans la matinée du 19 octobre 2011. Tous achetés, selon l'hebdomadaire, par un employé municipal...

Joëlle Ceccaldi-Raynaud, entendue dans l'enquête judiciaire en tant que témoin assisté, préfère son cher magazine municipal. C'est dans les colonnes de *Puteaux Infos* qu'elle se justifie : « J'ai effectivement eu un compte à l'étranger, mais ce, avant de devenir maire de Puteaux. Cet argent provenait de fonds purement privés, de fonds familiaux n'ayant aucun rapport avec une quelconque affaire. »

Et l'édile, dans un rare entretien accordé au *Parisien*<sup>1</sup>, de « réfléchir » tout haut « à la mise en place d'une mesure judiciaire de protection » à l'égard de son père. Depuis, le feuilleton, qui n'avait rien à envier aux bisbilles mère-fille des Bettencourt à Neuilly, s'est ralenti.

L'enquête sur le compte à l'étranger de Joëlle Ceccaldi-Raynaud s'est perdue, durant de longs mois, dans les sables de Tahiti, où le juge Richard Pallain a été muté à la rentrée 2011. Charles Ceccaldi-Raynaud, désormais basé dans la banlieue de Toulouse, selon un savoureux article du *Point* de 2012, s'est fait plus discret avec le grand âge.

Un lien est établi à l'été 2013. À l'autre bout de fil, le souffle est court, mais le ton ferme. Armé de son inimitable accent corse, Charles Ceccaldi-Raynaud déploie son art oratoire, mélange d'enflure et de fulgurance. De Puteaux, le roi déchu n'entend guère parler. De sa fille, encore moins.

Sa grande affaire du moment, c'est la guerre d'Algérie. « J'achève une lettre, enfin un livre sur le sujet<sup>2</sup> », dit

1. « La Guerre des Ceccaldi est relancée », *Le Parisien*, 21 octobre 2011.

2. Entretien avec l'auteur, le 3 juillet 2013.



Charles Ceccaldi-Raynaud. Intarissable sur les volte-face de Guy Mollet et du général de Gaulle, il parle, au téléphone, comme jadis devant le palais des sports de Puteaux. Le patriarche achève, ainsi, son tableau historique : « Il manquait, à cette époque, des hommes exceptionnels. »

« Cher ami, merci de m'avoir appelé. Je lirai votre livre avec le plus grand plaisir », lâche-t-il soudain. Impossible de le ramener à une période plus récente. « Bip, bip, bip... » : le facétieux octogénaire a déjà raccroché.

### *Flic et corse*

Le dernier pied de nez d'une improbable épopée. Charles Ceccaldi pousse son premier cri en 1925 loin de Puteaux, dans les ruelles de Bastia. Son père, employé des PTT a, comme beaucoup de Corses, soif d'ailleurs. La famille gagne d'abord le Maroc, puis l'Algérie.

La graine de politique y fait son droit. D'abord avocat, il embrasse finalement la carrière de commissaire de police. Plus qu'un métier : une mission, mieux, un sacerdoce.

Charles Ceccaldi-Raynaud possède déjà un bagout phénoménal. Dans ces années 1950, il entortille un à un les caïds de la SFIO. À trente ans, le voilà qui s'empare de la puissante fédération socialiste d'Alger.

En mai 1958, il entre en clandestinité pour échapper, dit-il, aux activistes pro-Algérie française. À moins que ce ne soit le FLN qu'il fuie, en raison de ses responsabilités début 1957 à la tête du camp de tri de prisonniers de Béni-Messous... Toujours est-il que, le 4 juin 1958, alors que de Gaulle s'appête à prononcer son fameux « Je vous ai compris » devant la foule massée sur la place du Forum, il prend la poudre d'escampette. Quelques bons camarades ont pensé à tout. C'est grimé en facteur, un sac de courrier

sur le dos, que l'ancien leader de la SFIO embarque dans un cargo en partance pour la métropole.

À son arrivée, il retombe immédiatement sur ses pieds. La SFIO, bonne âme, lui offre en 1959 un siège de conseiller municipal à Bondy. Elle fait aussi le forcing pour que le camarade Ceccaldi-Raynaud prenne la direction de l'office HLM le plus important de la région parisienne, celui de Puteaux.

« Malgré une répugnance à cause, probablement, du physique du personnage et de l'état de malaise que crée toute conversation avec cet être peu commun, dont on pourrait faire toutes les analyses, sauf celle qui conclurait à la franchise, je le pris sans enthousiasme », raconte Georges Dardel, le maire socialiste d'alors, dans son brûlot de 1973<sup>1</sup>.

Après tout, le garçon est recommandé en haut lieu... Et puis, Ceccaldi-Raynaud ne semble guère attaché à Puteaux. Il prend la présidence de l'office HLM d'Issy-les-Moulineaux et se présente en 1967 à des élections à Antony, ainsi qu'à Rueil-Malmaison.

### *À l'école de la SFIO*

Dardel a d'autant moins de raison de se faire du mauvais sang qu'il ne boxe pas dans la même catégorie. Lui appartient aux « dinosaures » de la SFIO, selon le mot de sa veuve Chantal Dardel<sup>2</sup>. Sa commune, enchevêtrement d'usines sur le front de Seine, se veut le poste avancé vers la cité ouvrière de demain. La terre promise du socialisme sera Puteaux ou ne sera pas !

1. Georges Dardel, *Quelle justice ? Puteaux = Chicago*, publié à compte d'auteur, 1973.

2. Entretien avec l'auteur, le 17 mai 2013.



Premier magistrat depuis 1948, Dardel préside le conseil général de la Seine, formé, pour l'essentiel, des actuels départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne. Un titre de noblesse qui le pose en interlocuteur du général de Gaulle.

Éternel militant, l'ancien résistant cheminot se mouille volontiers pour le parti. À Puteaux, les employés municipaux sont dépêchés pour assurer des travaux au siège parisien de la SFIO, cité Malesherbes, dans le haut du IX<sup>e</sup> arrondissement. Un certain Pierre Mauroy, alors conseiller municipal de Cachan, fait son plein au garage municipal. Dardel s'efforce de « rançonner les entreprises capitalistes » et ne s'en cache pas.

« La section de Puteaux compte à cette époque plus de deux mille adhérents, la plupart employés municipaux, une grande partie des bénéficiaires de HLM, beaucoup de retraités. La commune soigne tout particulièrement les retraités : on les promène en autocar au château de la Falaise, on organise des déjeuners, des goûters, des spectacles », détaille *Le Nouvel Observateur*<sup>1</sup>. Ceccaldi-Raynaud retient la leçon.

### *Dans l'antichambre du pouvoir*

En 1965, Dardel est reconduit dans un fauteuil dès le premier tour. Le Bastiais prend le rang de quatrième adjoint à la voirie. Il est aux petits soins avec son grand homme.

À l'automne 1967, Georges Dardel a bien besoin de réconfort. Le 27 octobre, le maire prend le volant de sa DS après avoir assisté à une répétition au théâtre municipal.

1. « Une banlieue de série noire », *Le Nouvel Observateur*, 1<sup>er</sup> novembre 1971.

Son domicile n'est qu'à 300 m de là. Mais Dardel perd le contrôle de sa berline qui vient violemment s'emboutir contre un platane. Le crash lui occasionne trente-sept fractures, quatre semaines de coma et trois opérations.

« Georges ne s'en est jamais vraiment remis. L'hémorragie cérébrale, qui l'a emporté en 1982, alors que nous vivions en Suisse, à Crans Montana, a sans doute été facilitée par le traumatisme crânien qu'il a subi lors de l'accident », évoque Chantal Dardel.

La voiture a-t-elle été trafiquée ? La veuve du maire, de trente ans sa cadette, se pose « encore bien des questions ». La quatrième et dernière épouse du premier magistrat pointe une enquête bâclée. « La voiture a été envoyée à la casse dans les quarante-huit heures. Nous ne disposons, du coup, d'aucune preuve », déplore Chantal Dardel, ancien petit rat de l'opéra de Paris, qui a rencontré son mari lorsqu'en 1967 elle a été élue reine de Puteaux.

Une seule certitude : après sa réanimation, le maire, qui souffre le martyr, peut compter sur son ange gardien. Durant des mois, Ceccaldi-Raynaud fait la navette entre la chambre d'hôpital et l'hôtel de ville. De bons offices qui, pour le premier magistrat dans son brûlot de 1973, cachent de basses œuvres. Le petit Bastiais aurait ligué le conseil municipal contre lui.

### *Sur le trône de maire*

Charles Ceccaldi-Raynaud s'inscrit en faux : « Ce n'est pas moi mais la maladie a créé la vacance. Très diminué, Georges Dardel m'a choisi comme dauphin en 1969. Sa proposition a été adoptée par la section SFIO de Puteaux qui était la plus importante de la région parisienne. Je l'ai ensuite régulièrement informé de la continuité des affaires



publiques. Mais comme c'est arrivé trente-cinq ans plus tard avec ma fille, des désaccords ont surgi. Il s'est présenté contre moi en 1971, sans l'investiture de la SFIO. »

Un appui des forces socialistes que ne peut pas non plus revendiquer Charles Ceccaldi-Raynaud. Le nouveau maire de Puteaux s'affiche désormais avec l'adversaire de Georges Dardel, le député-maire gaulliste de Neuilly, Achille Peretti. Un Corse, un ancien commissaire de police et un franc-maçon. Exactement comme lui.

La SFIO est vent debout, à l'instar de Pierre Mauroy : « Si Ceccaldi reste membre du parti et maire de Puteaux, la fédération des Hauts-de-Seine tout entière tombera sous la mafia », met-il en garde, lors d'une réunion du comité directeur du parti.

La campagne des municipales de 1971 tourne au polar. Georges Dardel ne parvient pas à mobiliser des militants pour coller des affiches. Ceccaldi-Raynaud est le candidat du pouvoir central, soucieux de se ménager un allié local dans l'édification de La Défense. Dardel s'accroche, tempête contre « les milices fascistes » du « Doriot au petit pied ».

### *Campagne aux allures de polar*

C'est le pot de fer contre le pot de terre. Pour mener campagne, l'ancien maire paie des colleurs d'affiches 100 francs la nuit, 100 francs de plus en cas de bagarre. Dans la nuit du 26 au 27 février 1971, le combat vire au drame. Une fusillade éclate. Les hommes de Dardel sont mitraillés par les partisans de Ceccaldi. Il y a sept blessés et surtout un mort, Salah Kaced. Cet ouvrier serrurier de trente et un ans est abattu d'une balle de 9 mm alors qu'il trouve refuge dans la camionnette dardéliste.

« Georges et moi suivions les colleurs d'affiches ce soir-là, car nous savions que cela allait être chaud avec les Corses. Mais, à ce point-là, jamais nous n'aurions pensé... À l'intérieur de la camionnette, c'était un bain de sang », témoigne Chantal Dardel.

Les gros bras étaient dirigés par un proche du premier magistrat. « J'étais dans mon lit quand on m'a prévenu<sup>1</sup> », a toujours affirmé Charles Ceccaldi-Raynaud. Rien ne sera retenu contre lui.

Les Putéoliens n'ont cure de la fusillade. 65 % d'entre eux accordent leurs suffrages à Ceccaldi-Raynaud aux municipales de 1971... Dans la presse, l'affaire fait, en revanche, grand bruit. Elle inspire deux films. D'abord, *Il n'y a pas de fumée sans feu* d'Alain Cayatte avec le duo Annie Girardot-Michel Bouquet. Puis, surtout, *Adieu Poulet* de Pierre Granier-Deferre, petit bijou du ciné français des années 1970, interprété par Lino Ventura et Patrick Dewaere.

### *« Les balles de la majorité »*

Quatre membres du commando sont condamnés à de la prison ferme devant le tribunal correctionnel. Au grand dam de Dardel, Ceccaldi-Raynaud échappe à toute sanction pénale. Au civil, le petit Bastiais se retrouve sur la sellette. Pour le faire cracher au bassin, l'ancien maire socialiste s'est offert les services d'un ténor du barreau, fort éloigné de ses idéaux : Jean-Louis Tixier-Vignancour. Abruti par l'alcool, le vieil avocat pétainiste pique un somme durant l'audience. Il ne se réveille que pour dégainer cette formule

1. Hélène Constanty et Pierre-Yves Lautrou, *9-2, le clan du président*, Fayard, 2008.



assassine : « Ce n'est pas grave, ce sont les balles de la majorité. » Ceccaldi-Raynaud est condamné à 200 000 francs de dommages et intérêts. Une somme, pour l'époque.

Peu à peu, le maire de Puteaux se fait oublier. Les sièges sociaux de La Défense étendent leur emprise. Sur le front de Seine, les immeubles de standing succèdent aux usines fumantes. Ceccaldi-Raynaud se range parmi les compagnons de route de l'UDR.

Son suzerain Peretti lui sert de parrain. Le flamboyant compagnon de la Libération, gaulliste de cœur et d'intérêt, n'aime guère que son compatriote franchisse le pont de Puteaux. Chez les aristos de Neuilly, « Charles » sent le soufre...

### *Insulaire jusqu'au bout des ongles*

Les visites sont donc à sens unique. Florence d'Harcourt, députée (RPR, puis UDF) de la circonscription entre 1977 et 1988, raconte l'une d'elle : « Avant la porte du bureau [de Ceccaldi-Raynaud] et de chaque côté se tenaient assis en rangs d'oignons des personnages à la mine étrange qu'on pouvait prendre pour des gardes du corps ou des plaignants. Tous bruns, le Viking n'étant pas de mise dans ces équipes. Par contraste, un huissier sympathique se tenait debout, montant la garde. Dès qu'il apercevait Peretti, il appuyait sur le bouton pour que le voyant passe au vert, alors nous entrions dans le bureau du maire<sup>1</sup>. »

C'est peu ou prou à cette époque que Nicolas Sarkozy apparaît dans le sillage du seigneur de Neuilly. Le leader naturel des jeunes RPR aurait pu se faire appeler Sarkosi,

1. Florence d'Harcourt, *La Loi du clan*, Plon, 1998.

tant il paraît à son aise parmi les Corses du 9-2, le parrain du département Charles Pasqua en tête.

Le jeune Nicolas pousse l'amour de l'île de Beauté jusqu'à se marier avec une militante d'origine insulaire, Marie-Dominique Culioli. Avec Ceccaldi-Raynaud, son suppléant à l'Assemblée nationale entre 1988 et 1995, les relations sont cordiales, juste ce qu'il faut.

« Avec sa voix d'orateur de la TSF des années 1930, ses chaussures blanches à la Borsalino et sa façon de rouler des mécaniques, Charles a toujours été un peu à part... Juste devant son bureau, il y avait ces marches que l'on grimpait comme dans une église pour monter à l'autel<sup>1</sup> », raconte Jean-François Probst, maire de Bois-Colombes (Hauts-de-Seine) de 1986 à 1989.

### *Puteaux d'abord*

Charles Pasqua se méfie de ce transfuge de la SFIO. Il maintient, cependant des relations diplomatiques... « Les deux Charles participaient aux dîners de l'amicale des parlementaires corses. Il y avait là aussi Jean Tiberi ou le socialiste Joseph Franceschi. À la fin, ils parlaient tous en corse en tapant sur les verres. On se serait cru dans les *Soprano* », se souvient Jean-François Probst, secrétaire général du groupe RPR du Sénat entre 1983 et 1992.

Comme Charles Ceccaldi-Raynaud détient l'une des clés de La Défense, on lui accorde une paix royale. Peu importe qu'il sèche des séances du conseil général des Hauts-de-Seine. « Charles » est « particulier », mais au moins, lui, ne voit pas plus loin que sa commune. Son génie créatif, il le réserve pour Puteaux.

1. Entretien avec l'auteur, le 13 mai 2013.



Son bilan, à l'en croire, ne souffre aucune contestation. « L'opinion appelle Trente Glorieuses le temps où s'est accompli le redressement économique du pays. À un niveau sans comparaison, bien évidemment, la population de Puteaux s'amusera à appeler les trente-cinq glorieuses le temps consacré par le maire à porter les finances de l'effondrement à l'excellence, de l'excellence à la thésaurisation, en même temps qu'il construira sur les friches entassées la ville résidentielle, de belles HLM et de beaux palais. Ce n'est pas la nouvelle Carthage. Ce n'est pas la nouvelle Alexandrie. C'est le nouveau Puteaux », s'enflamme-t-il, dans une réponse, en 2007, à des observations de la chambre régionale des comptes d'Île-de-France.

Depuis son départ, la ville serait au bord du précipice. « Vingt-cinq ans avec la mère et vingt-cinq ans avec le fils... vous en aurez pour cinquante ans de sous-ceccaldisme », grinçait Charles Ceccaldi-Raynaud durant la campagne municipale de 2008, n'hésitant pas à cibler son petit-fils.

### *La troisième génération en piste*

Contrairement à ses aïeux, Vincent Franchi ne défraie pas la chronique. De loin, il évoque le Patrick Balkany d'avant le cigare. De près, c'est une autre histoire. Le garçon a moins la carrure. C'est un grand timide. Vincent Franchi, dont les études n'ont pas été un long fleuve tranquille, c'est un peu son voisin de Neuilly, Jean Sarkozy, mais sans la tchatche. Heureusement, sa maternelle veille sur sa destinée.

En 2004, le sénateur-maire de Boulogne-Billancourt Jean-Pierre Fourcade l'a embauché comme assistant parlementaire. Un juste retour des choses : l'ancien ministre des Finances de Giscard devait son fauteuil aux voix des

délégués municipaux de Puteaux et à Joëlle Ceccaldi-Raynaud, présente sur sa liste, dissidente de celle de l'UMP.

Entre le grand commis de l'État, surnommé « balais brosse » en raison de sa coupe de cheveux, et le fils à maman, plus porté sur les belles cylindrées que sur le travail parlementaire, cela tenait du choc culturel...

Depuis 2008 que Vincent Franchi est entré au conseil municipal, sa mère le coache. Y compris en public. Le soir de sa victoire aux cantonales, en 2011, elle lui souffle une partie de son discours. Conseiller général des Hauts-de-Seine, adjoint à l'Enseignement, la Jeunesse, la Culture et aux Sports, administrateur du syndicat mixte de chauffage urbain de La Défense : monsieur fils fait tout comme sa mère, quand elle était dans l'ombre du roi Charles.

La différence, c'est que Joëlle s'attache aussi à le mettre dans la lumière. Vincent Franchi apparaît presque autant qu'elle dans le magazine municipal, *Puteaux Infos*. Il y donne des interviews de portée historique, du type « La jeunesse est l'avenir de notre ville ». Sa mère et lui ont montré leur binette cent neuf fois dans les deux seules publications de janvier et février 2013.

### *Le petit-fils, maire dès 2017 ?*

Pour tous les familiers de la gouvernance Ceccaldi, le doute n'est plus permis : la princesse de Puteaux chauffe la place pour son rejeton. La sexagénaire envisagerait de transmettre le flambeau à son rejeton à mi-mandat, en 2017. Ce scénario, comparable à celui dont elle a elle-même bénéficié en 2004, vaut si l'UMP l'emporte aux municipales de 2014.

Une formalité, aux yeux de Joëlle Ceccaldi-Raynaud. La princesse de Puteaux ne doute de rien. En 2004, lorsque Nicolas Sarkozy, obligé de quitter le gouvernement, a voulu



reprendre son siège à l'Assemblée, sa suppléante a fait de la résistance. Une sinécure de 2 700 euros mensuels au conseil économique et social a calmé ses ardeurs.

En 2008, elle s'en est, cette fois, pris au pape de l'architecture, Jean Nouvel. Son projet de la tour Signal, abandonné par la suite à cause de la crise, marque « un retour au Moyen Âge », a-t-elle fustigé. Et d'ajouter : « On ne peut pas trouver mieux pour symboliser un enfermement. »

Une sortie qui lui a valu un rappel à l'ordre de son paternel. « Ce n'est pas la tour de Jean Nouvel qui rappelle le Moyen Âge, c'est le manque de culture du maire », a rugi Charles Ceccaldi-Raynaud.

Lors des législatives 2012, elle a aussi fait très fort. Elle s'est invitée au premier rang d'un meeting de Jean-Christophe Fromantin, narguant son collègue UDI de Neuilly avec lequel elle entretient une particulière inimitié.

### *Mur de la honte*

Entre les deux villes de droite, qui se partagent l'Île-de-Puteaux, les relations ne sont pas toujours simples. En 2006, Joëlle Ceccaldi-Raynaud a érigé un mur pour marquer la frontière entre les communes. Une petite folie de 75 m de long et 2 m 60 de haut. L'élue de Puteaux redoutait-elle une invasion d'assujettis à l'ISF ?

Si les deux villes peinent à se comprendre, c'est qu'elles ne se ressemblent pas tant que ça. La commune de Puteaux a beau rouler sur l'or, ses habitants sont nettement moins riches que sur l'autre berge de la Seine. Son ADN sociologique – un zeste de bobos, une pincée de prolos et une bonne dose de cadres sup' – ne comporte pas la moindre trace de patron du Cac 40. Bien sûr, comme à Neuilly, la municipalité ne jure que par l'immobilier de bureau.

Mais là où La Mecque de « la haute » y voit un moyen de contenir la fiscalité à un niveau riquiqui, Puteaux ne se contente pas de faire la guerre aux crottes de chiens et de fleurir les massifs.

La ville, beaucoup plus jeune que sa voisine, offre un éventail de services extra-large. Si son niveau d'endettement est quasi-nul (18 euros par habitant en 2012 contre 1 066 euros en moyenne par habitant, pour une commune de la même strate et 11 447 euros du côté de Levallois-Perret plombée par la gestion dispendieuse de Patrick et Isabelle Balkany), si sa fiscalité reste stable, sa taxe foncière y est trois fois plus élevée qu'à Neuilly.

### *Droite dépensophile*

Le budget de la commune culmine à 277 millions d'euros. Au concours de qui veut dépenser des millions, Joëlle Ceccaldi-Raynaud gagne à tous les coups. Dans son bureau ovale gris souris, aux allures de maison de poupée, la princesse de Puteaux épluche les catalogues de mobilier urbain. Dans ce petit nid à l'intérieur de la mairie, loin des grandes salles hautes de plafond, froides et géométriques, elle assouvit ses rêves les plus secrets.

Pour sa ville, il lui faut souvent le plus cher. Et comme l'élue, au fil des travaux, ajoute des options à qui mieux mieux, la facture s'envole.

Le conservatoire constitue un cas d'école. La note, dès l'origine, était salée : 31 millions d'euros hors taxe. Joëlle Ceccaldi-Raynaud voulait, *a minima*, un équipement aussi pharaonique que chez ses amis Balkany. « C'était sans compter la colère des voisins qui devaient se retrouver face à un mur aveugle de 21 m de haut, raconte



l'opposant-blogueur Christophe Grébert. Devant la menace d'un procès, la maire a dû revoir ses plans<sup>1</sup>. »

Résultat : le coût du chantier a bondi à 44,5 millions, enregistrant un dépassement de 43 %. Et ceci sans compter la réfection de la voirie, le parking, et un petit jardin attenant. L'addition totale, selon Grébert, s'élève à 70 millions. Toutes taxes comprises. Pour chaque nouvel équipement, Joëlle Ceccaldi-Raynaud fait sauter la banque.

Pas question pour le phare du 9-2 de se doter d'une vulgaire médiathèque ! Puteaux s'est construit un « palais » de la médiathèque. La douloureuse a grimpé de 7 à 37 millions TTC. Avec son « palais de la culture », les amateurs de marbre et de cathédrales de verre sont comblés. La ville se couvre d'équipements plus monumentaux les uns que les autres. Elle décroche le pompon avec son palais des sports sur l'île de Puteaux. L'écrin à colonnades, aux allures de temple antique, accueille une piscine découverte chauffée à 28 degrés été comme hiver.

### *Effectifs pléthoriques*

Si Joëlle Ceccaldi dépense à tour de bras, c'est parce qu'elle dispose d'une cagnotte. Un incroyable pactole de 228 millions... découvert en 2007 par la chambre régionale des comptes<sup>2</sup>. L'équivalent d'un budget d'avance que ce cachottier de Charles avait placé en bons du trésor. Il s'agissait, pour lui, d'anticiper un éventuel hold-up de l'État sur l'Eldorado de La Défense. Les magistrats financiers, qui,

1. Entretien avec l'auteur, le 12 avril 2013.

2. Chambre régionale des comptes d'Île-de-France, rapport d'observations définitives de 2007 sur la commune de Puteaux, portant sur les exercices 2000 à 2004.

dans le 9-2, en avaient vu d'autre, n'en sont toujours pas revenus.

« Légèrement contestable », ont-ils observé, demandant à la municipalité d'utiliser fissa ses fonds, afin de réduire la fiscalité sur les ménages. Un appel resté lettre morte. Joëlle Ceccaldi-Raynaud a puisé dans sa tirelire pour financer ses palais. Et le magot a fondu comme neige au soleil.

Cette mairie UMP n'est définitivement pas portée sur la RGPP<sup>1</sup>. Avec 2 164 agents municipaux pour 46 000 habitants, soit un ratio de près d'un agent pour vingt administrés, Puteaux bat des records d'emploi public. Même les municipalités communistes comme Nanterre peuvent aller se rhabiller. La voisine de Puteaux, pilotée par Patrick Jarry compte, proportionnellement à la population, environ deux fois moins d'agents.

Tout cela n'empêche pas les Ceccaldi-Raynaud fille et petits-fils de dérouler le tapis rouge à Alain Madelin. L'ancien ministre néo-libéral était l'hôte de la fédération UMP putéolienne, le 20 février 2013. Comme au bon vieux temps, il a conspué la dépense publique. Les Ceccaldi-Raynaud ont applaudi. Vincent Franchi, sur son site, rend un hommage appuyé à Margaret Thatcher...

A-t-il oublié que les effectifs ont augmenté de 40 % entre 2005 et 2009<sup>2</sup> ? Ne sait-il donc pas que, dans l'administration municipale, l'absentéisme pour maladie ordinaire a progressé de 43 % durant cette même période ? Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 3 864 euros par habitant contre 1 437 euros en moyenne pour une commune de la même strate.

1. Révision générale des politiques publiques.

2. Chambre régionale des comptes d'Île-de-France, rapport d'observations définitives de 2012 sur la commune de Puteaux, portant sur les exercices 2005 et suivants.



L'administration de Puteaux relève du baroque. Joëlle Ceccaldi-Raynaud fait valser les têtes. Le directeur général des services le sait : il est sur un siège éjectable. Résultat : la ville a mauvaise réputation. Malgré un régime indemnitaire plutôt attractif, elle peine à débaucher les pointures du management territorial.

### *Le fils Barbelivien pistonné*

À Puteaux, quand on est fonctionnaire, mieux vaut ne pas trop mettre en avant son devoir de réserve. Mieux vaut ne pas trop l'ouvrir quand un « copain » de la famille régnante rafle un poste.

En 2006, a été recruté un représentant de la grande confrérie des fils à papa : le vingtenaire David Barbelivien. La progéniture de l'immortel interprète d'*À toutes les filles* a été bombardée directeur des affaires internationales. Plus prosaïquement, des jumelages. Après tout, les voyages forment la jeunesse... Le fiston Barbelivien est parti, depuis, sous d'autres cieux.

Mais, qu'on se rassure : à Puteaux, il y a toujours une bonne soupe au chaud pour les amis. Arnaud Teullé (UMP) qui, aux municipales de 2008, se voyait premier magistrat de Neuilly, a atterri au service des affaires scolaires. Il était temps pour lui de trouver un point de chute.

Nommé par Nicolas Sarkozy, en 2008, inspecteur de l'académie de Paris, ce fils d'un ancien adjoint au maire de Neuilly empochait un confortable salaire mensuel d'environ 4 500 euros nets. Mais son corps a subi les foudres de la Cour des comptes<sup>1</sup> pointant des emplois de

1. Cour des comptes, rapport de 2010 intitulé « Les inspecteurs de l'académie de Paris : une survivance historique injustifiée ».

complaisance nés de nominations politiques. Arnaud Teullé a dû quitter ses fonctions.

Heureusement, Joëlle Ceccaldi-Raynaud est passée par là. Pour le conseiller municipal de Neuilly, il a suffi de franchir le pont de Puteaux. Un chemin que la première magistrate UMP avait emprunté dans le sens inverse au cours des années 1990. Elle émargeait à la mairie de Neuilly pour un poste de chargée de mission auprès de Nicolas Sarkozy. Elle y était fort discrète.

### *L'arme du logement social*

Pour la fille, comme jadis le père, cela a toujours été « Puteaux d'abord ». Dans leur pré carré, les Ceccaldi portent une attention particulière au logement social. Un héritage de l'ère Dardel (1948-1969). « Mon orgueil, c'est d'avoir sauvagement refusé la propriété privée pour imposer l'HLM à Puteaux », écrivait, dans son livre de 1973 l'ancien premier magistrat SFIO.

Tout en s'affranchissant de cette orthodoxie, Charles Ceccaldi-Raynaud s'est gardé de brader les logements sociaux. Il les a conservés comme une arme électorale. Une foulitude de rapatriés et de natifs de l'île de Beauté acquis à sa cause sont venus s'y installer. Ses adversaires ont crié à l'épuration sociale...

Cette technique de reformatage sociologique a servi de matrice aux élus RPR qui ont conquis, dans les années 1980, les citadelles rouges des Hauts-de-Seine : en particulier Patrick Balkany à Levallois en 1983, et Philippe Pémézec en 1989 au Plessis-Robinson. À Puteaux, le secteur reste marqué par une grande opacité. Selon un rapport de la mission interministérielle d'inspection du logement de septembre 2010, seules 17,4 % des personnes hébergées



dans les HLM touchent une aide au logement, contre une moyenne nationale de 49,4 %. En clair : ceux qui en ont le plus besoin ne sont pas forcément les premiers servis.

Dans un billet paru le 10 novembre 2011 sur son blog<sup>1</sup>, le conseiller municipal d'opposition Christophe Grébert confirme cette tendance. Il révèle que dix-sept des trente-cinq élus municipaux majoritaires, soit un taux de 48,6 %, très supérieur à la moyenne communale (28,3 %), bénéficient d'un HLM. Parmi eux, un conseiller municipal est même parvenu, après son divorce, à caser son ex-épouse dans la même résidence que lui... Le saint homme !

La directrice de cabinet de Joëlle Ceccaldi-Raynaud louait, selon Christophe Grébert en 2011, un duplex appartenant à la ville « d'environ 150 m<sup>2</sup> avec de grandes terrasses. Un logement doté d'une vue imprenable sur le bois de Boulogne, la Seine et Paris. Le tout pour la modique somme de 1 000 euros par mois. Qui dit mieux ?

### *Résidences de vacances grand luxe*

L'attribution des places dans les résidences de vacances grand luxe de la commune prête aussi le flanc à la critique. Joëlle Ceccaldi-Raynaud a dû reconnaître, en conseil municipal début 2013, que sa fille Émilie Franchi avait bien séjourné dans le chalet VIP de La Clusaz. C'est là qu'en janvier 2006 madame le maire avait organisé le séminaire de son équipe (adjoints et membres de cabinet). Ou comment joindre l'utile à l'agréable !

L'été, dans le cadre enchanteur du marine de Caprone en Corse du Sud, Joëlle Ceccaldi-Raynaud, vêtue d'une

1. [www.monputeaux.com](http://www.monputeaux.com)

robe blanche immaculée, accueille les résidents. Carte maîtresse du système ceccaldiste, ce village de vacances offre une palette d'activités à un prix défiant toute concurrence. Caprone, c'est comme le Club Med, sauf que c'est deux fois moins cher.

Ces Ceccaldi, décidément, sont généreux. Du berceau au tombeau, ils ont une petite attention. Le père distribuait des batteries de cuisine (cinq casseroles, une poêle et un cuiseur) aux anciens. La fille offrait, il y a peu, un lecteur CD aux bambins en dernière année de crèche.

Lors de la distribution de cadeaux de Noël 2007, Charles Ceccaldi-Raynaud relevait : « Cette année, les cadeaux choisis par madame le maire, dont le mauvais goût est bien connu, n'étaient pas adaptés à l'âge des enfants. À titre d'exemple, un cheval à bascule a été offert aux parents d'un enfant de quatre ans, au lieu de deux ans. »

### *Du pain et des jeux*

Le budget primitif « Fêtes et réceptions » pour 2013 atteint 1,1 million d'euros. Il représente 50 euros par famille, soit trente-trois fois plus qu'à Paris et dix fois plus qu'à Neuilly. Le champagne coule à flot. En 2010, un caviste de la commune a reçu 100 000 euros de commande à ce seul effet. Heureux commerce. L'opposant-blogueur Grébert a eu vite fait de calculer : 100 000 euros, si l'on se fonde sur un prix de base de 16 euros par bouteille, c'est 6 250 bouteilles par an, soit 28 par jour. À raison de 6 coupes par bouteille, c'est 168 coupes servies chaque jour. Saint-Valentin, soirée des enseignants, soirée des octogénaires... : tout est bon pour lever le coude.

Le salon d'honneur ne désemplit pas durant le mois de janvier. La princesse de Puteaux ne se contente pas



d'une banale séance de vœux, autour d'un bol de cacahuètes et d'une « coupette ». Elle convie à dîner un soir les commerçants, un autre les syndics, un dernier les associations...

Au son d'un orchestre cubain, devant des écrans plats vantant le miracle putéolien, les hôtes dégustent des noix de Saint-Jacques et suprêmes de pintadeaux aux cèpes. Les mets sont délicieux, le service divin. À l'évidence, madame le maire sait recevoir. « L'événementiel, c'est sa grande affaire. Elle choisit jusqu'à la couleur des serviettes et des ballons<sup>1</sup> », confirme son ancienne première adjointe Maryse Chavrier.

### *Joëlle au pays des merveilles*

Les illuminations, autre « temps fort » de la saison hivernale, coûtent 735 000 euros. Et, naturellement, un petit raout est organisé pour célébrer le lancement... Plus vite, plus haut, fort : en 2012, année olympique, l'animatrice en chef se dépasse.

Joëlle Ceccaldi-Raynaud fait planter un sapin illuminé de 20 m de haut. L'équivalent d'un immeuble de six étages. À part à New York, on ne fait pas mieux. La patinoire géante rivalise avec celle de la capitale. Chorale, « *flashmob* de lutins » et spectacle sur glace se succèdent.

Mais où est donc passée madame le maire, en ce 1<sup>er</sup> décembre 2012 ? Pas de Joëlle Ceccaldi-Raynaud à l'horizon... Voilà qui ne lui ressemble guère. Il y a bien ce paquet cadeau géant qui trône sur la place de l'hôtel de ville... Non, non, elle n'a pas osé. Et si, la Chantal Goya du 9-2 sort de l'emballage, accompagnée du père Noël.

1. Entretien avec l'auteur, le 20 avril 2013.

Cette sexagénaire a une âme d'enfant. Son magazine municipal est truffé de contes et légendes. Puteaux est son « neverland ». Il y a du Michael Jackson chez ce bout de femme au nez raboté. Là où son père ne pouvait être que cynisme, elle croit à ses escargots bleus et à ses lapins orange dont elle essaime les rues et les escaliers de la mairie. Ils sont ses Panpan et ses Bambi. La princesse de Puteaux a beau avoir tué le père, elle ne semble pas avoir quitté le royaume de l'enfance.

### *Pas touche à La Défense !*

La Chantal Goya du 9-2 n'est définitivement pas portée sur la politique avec un grand « P ». À l'Assemblée nationale, durant ses neuf ans de mandat (2002-2004 et 2005-2012), elle a brillé par son absentéisme. Les débats parlementaires, très peu pour elle...

L'esprit de partage n'est pas non plus son fort. Longtemps, l'intercommunalité fut même son cauchemar. Fine mouche, la présidente jusqu'en décembre 2013 de l'Établissement public d'aménagement de La Défense-Seine-Arche (l'EPADESA, qui intègre l'ex-EPAD) a fini par prendre les devants. Plutôt que de se voir imposer par l'État un mariage forcé avec Nanterre, Rueil-Malmaison et Suresnes, plutôt que de perdre une partie de ses revenus sur La Défense, elle a préféré, en 2011, que sa ville s'unisse avec sa sœur jumelle de Courbevoie.

Au sein de cette mini-communauté d'agglomération formée seulement de deux communes, l'opposition de Puteaux, qui représentait 47 % des suffrages aux dernières municipales, n'a pas voix au chapitre. Contrairement à ce qu'a décidé Pierre-Christophe Baguet (UMP) à Boulogne-Billancourt, Joëlle Ceccaldi-Raynaud a considéré que seuls



les représentants de la majorité pourraient siéger au sein de la communauté d'agglomération. Et de ce fait, pourraient bénéficier d'un petit pécule...

« L'activité de cette communauté d'agglomération est très réduite. Nous n'avons pas organisé le moindre repas avec les élus de Courbevoie pour mieux nous connaître. Madame le maire ne tient pas à ce que l'on se rencontre<sup>1</sup> », déplore Maryse Chavrier qui en fut vice-présidente.

### *Première adjointe débarquée*

L'édile BCBG et volontaire, issu de l'Association des parents d'élèves de l'enseignement libre, fut la première adjointe de Puteaux jusqu'à l'automne 2012. Maryse Chavrier a commis, alors, un terrible faux pas : elle a accepté de rejoindre le comité de circonscription du député-maire UDI de Neuilly, Jean-Christophe Fromantin. « C'est lui ou moi », lui a intimé Joëlle Ceccaldi-Raynaud. Maryse Chavrier a fait son choix.

« J'ai dû signer ma démission de fonction escortée de la police municipale, raconte-t-elle. Le jour même, il m'a fallu vider mon bureau. Le lendemain, Joëlle Ceccaldi-Raynaud a convoqué les élus de la majorité pour que chacun dise tout le mal qu'il pensait de moi. De toutes les manières, cette histoire d'équipe municipale, c'est pour la galerie. La maire décide de tout. J'étais sa première adjointe. Je n'avais même pas son numéro de portable. Pour m'adresser à elle, je devais passer par sa directrice de cabinet. »

Redevenue simple conseillère municipale, Maryse Chavrier prépare « l'alternance ». Vaste dessein. Car l'opposition

1. Entretien avec l'auteur, le 20 avril 2013.

est balkanisée entre socialistes, Modem, ceccaldistes canal historique et élus proches de Fromantin.

### *Un blogueur à éliminer*

Sur le front médiatique, elle est incarnée par un grand échalas, déjà maintes fois cité dans ces pages : le blogueur Christophe Grébert (Modem). La bête noire des Ceccaldi père et fille. Sous le choc du 21 avril 2002, cet administré de la commune, présentateur des flashes infos sur l'antenne de RFM, a lancé le blog « Mon Puteaux ». Le sursaut, à ses yeux, passait par la vie locale. Il a vite déchanté.

« Lors du premier conseil municipal auquel j'ai assisté, les soixante questions ont été expédiées en moins d'une heure, se souvient-il. Une chambre d'enregistrement. Charles Ceccaldi-Raynaud, pimpant, trouvait le temps pour complimenter les élues pour leur jolie robe ou leur belle coiffure. Lunaire<sup>1</sup>. »

Grébert prend quelques clichés et se fend d'un compte rendu sur son blog. Aussitôt, le patriarche interdit par arrêté municipal d'accéder aux tribunes avec un appareil photo. Qu'à cela ne tienne, la fois suivante, Grébert vient sans. Impossible d'entrer, lui dit-on cette fois. Des employés municipaux occupent déjà les quarante et quelques sièges. Lors d'une autre séance du conseil, les gros bras du club de rugby lui barrent le chemin.

Trop, c'est trop : Grébert décide de « l'ouvrir ». Alors adhérent du PS, il saisit un sénateur socialiste des Hauts-de-Seine. Et pas n'importe lequel : Robert Badinter. L'ancien ténor du barreau téléphone illico au sénateur Ceccaldi-Raynaud :

1. Entretien avec l'auteur, le 12 avril 2013.



« Cher collègue, si vous ne laissez pas entrer Grébert, je vous fais un procès ».

Le renard argenté recule. Mais le blogueur n'est pas laissé en paix, il est suivi dans la rue. À peine débarqué chez lui, il reçoit un coup de fil : « On sait que tu es rentré. » Le trentenaire ne se laisse pas impressionner. Derrière son allure sage, Grébert est un dur à cuire. En désespoir de cause, Charles Ceccaldi-Raynaud fait préempter l'appartement mitoyen du sien pour y installer un employé municipal qui l'occupe quelques mois à peine... Depuis près de dix ans, ce logement est inoccupé. Aux dernières nouvelles, il est promis à la vente.

### Opposition muselée

Christophe Grébert a, lui, fini par franchir le Rubicon : le journaliste-blogueur est entré en politique, à l'occasion de l'édition 2008 des municipales. Sa liste a rassemblé 25 % des voix.

C'est désormais de la salle du conseil que Grébert fait entendre sa voix. Quand il le peut... Car il s'en passe toujours de belles au conseil municipal. Le 16 février 2012, Joëlle Ceccaldi-Raynaud ne supporte pas qu'il évoque l'affaire du compte au Luxembourg. Elle le fait expulser *manu militari*. Sur les ordres d'un officier de police nationale, cinq policiers municipaux se chargent de la besogne.

Et pas moyen, après les faits, pour Christophe Grébert d'en savoir plus sur le mystérieux officier qui a (rondement) mené l'opération. « Même le commissaire de Puteaux ne sait pas, là, quelle est sa mission précise. "Invité" par le maire à assister aux conseils, assure son service d'ordre personnel en toute occasion. Il semble qu'il ait été détaché

auprès d'elle à l'époque où Nicolas Sarkozy était ministre de l'Intérieur », suppute l'opposant-blogueur.

Depuis cet esclandre, Joëlle Ceccaldi-Raynaud se tient à carreau. Cependant, sa voix suave, digne d'une présentatrice de TF1, monte dans les aigus dès que son opposant prend la parole. Face à elle, Grébert, garçon doux et distancié dans la vie, perd, lui aussi, son calme. « Ne vous énervez pas. Je suis inquiète pour votre santé. Vous allez nous faire une crise cardiaque », le met en garde Joëlle Ceccaldi-Raynaud. On croirait une maîtresse sermonnant un polisson.

Cette scène de boulevard se répète à l'infini. Elle a ses adeptes. Dans la tribune qui surplombe la salle du conseil municipal, le public est au rendez-vous.

### Hostilité médiatique

Grébert et Ceccaldi-Raynaud ne peuvent pas se souffrir, mais, d'une certaine manière, ils ont besoin l'un de l'autre. Alors, quand l'un guette le faux pas, prêt à sonner la charge médiatique, l'autre scrute les tweets de son opposant, armé de sa batterie d'avocats. « Joëlle Ceccaldi-Raynaud est informée en temps réel de tout ce qu'écrit Christophe », confirme Maryse Chavier. Là où, pour éliminer un rival, le père reculait rarement devant un coup tordu, la fille utilise les prétoires. L'élu-blogueur dénonce un « harcèlement judiciaire » pour qu'il « la ferme ».

Dix fois, vingt fois, des amis, des ennemis, peu importe finalement, lui ont conseillé de partir. De quitter la ville. Dix fois, vingt fois, il a dit « non ». Dans son bureau sans charme de RFM, le quadra le confie volontiers : Puteaux, il l'a dans la peau et il va la libérer du joug ceccaldiste.

L'opposition, argue Grébert, grignote des voix à chaque scrutin. Aux cantonales de 2011, face à monsieur fils, il a

été défait de seulement 4,5 points. En 2012, Joëlle Ceccaldi-Raynaud a abandonné son mandat de député. Elle a passé son tour, de crainte sans doute d'être défaite par le maire UDI de Neuilly, Jean-Christophe Fromantin.

La chute des Ceccaldi-Raynaud est-elle proche ? Joëlle ne l'entend pas de cette oreille. Les leviers (le logement, l'emploi, l'aide aux associations...) fonctionnent à plein régime. Le système, optimisé depuis quarante-cinq ans, tient debout. Sous ses airs de petite fille, madame le maire est une guerrière. N'en déplaise à Charles Ceccaldi-Raynaud, elle est sa digne héritière.

La preuve ultime ? Interrogée comme témoin assisté le 12 juin 2013 dans le bureau du juge d'instruction de Nanterre, Jean-Michel Berges, sur son fameux compte à l'étranger, elle a, selon *Le Canard enchaîné*<sup>1</sup>, « assuré avoir fait don, dès 2004, de ses millions à sa fille, Émilie. Laquelle se serait débrouillée pour rapatrier le magot en France, cinq ans plus tard, par ses propres moyens. » Chez ces Corses déracinés, la famille n'est décidément plus ce qu'elle était.

1. « Règlement de comptes à OK Puteaux », *Le Canard enchaîné*, 31 juillet 2011.

## Deuxième partie

### LES TONTONS FLINGUEURS

« Gardez-moi de mes amis, mes ennemis je m'en charge. » Tel est le cri du cœur qui résonne à Montreuil, où tous les élus municipaux sont enracinés à gauche. Il plane sur cette commune mi-bobo, mi-populaire, une atmosphère délétère.

Les conseils municipaux sont le théâtre de haines recuites entre les partisans de la maire écologiste Dominique Voynet, les fidèles de son prédécesseur communiste Jean-Pierre Brard, les socialistes un temps membres de la majorité, les PS non alignés... Le propre adjoint à la jeunesse ne perd jamais une occasion de vilipender la politique menée. Qu'attend-il, alors, pour quitter le navire ? Même le plus subtil des vaticanologues perdrait son latin à dérouler les fils de cette mauvaise pièce.

Les représentations se prolongent jusqu'à près de 2 heures du matin. Et même pendant les interruptions de séance, les coups pleuvent. Lors d'une coupure, le 20 décembre 2012, les invectives succèdent aux mots aigres-doux sur la gestion du cinéma « Le Méliès ». Les vigiles doivent ceinturer un adjoint pour qu'il n'en vienne pas aux mains. Six mois plus tard, rebelote, mais cette fois dans le public. Les insultes volent bas entre pro-Voynet et pro-Brard. Bilan : des coups et deux dépôts de main courante. Face à ce désastre, Dominique Voynet a pris « la